

*Les crédits*

vert que l'on voit poindre en ce moment et qui ressort bien plus au protectionnisme qu'à la protection de l'environnement. Le Canada est particulièrement exposé à des restrictions au commerce de ses produits forestiers, même s'ils sont extraits selon des méthodes saines. Dans ce domaine, nous devons rester sur nos gardes.

Le rythme rapide des changements auxquels nous assistons inquiète un peu tout le monde. Les Canadiens ne font pas exception. Il y a énormément de risques, nous le savons. Je préfère rester optimiste et me préparer à relever les défis pour profiter de toutes les chances de croissance.

Le critique d'en face a beau jeu d'alléguer que nous devrions profiter de l'analyse constructive des changements qu'il nous offre dans un esprit de collaboration pour nous aider à maîtriser la situation. Collaboration, c'est le mot-clé, c'est ce qu'il nous faut.

Les conclusions que nous tirons et les programmes que nous élaborons sont déterminants pour la capacité de croissance du Canada dans un monde de plus en plus interdépendant où la concurrence se fait toujours plus vive. Le monde est chaque jour plus petit. La dernière fois où le monde a connu une telle effervescence, c'était il y a plus de 40 ans. Un nouveau système international audacieux est venu alors remettre de l'ordre dans le chaos laissé par 15 années de dépression et par la Seconde Guerre mondiale.

L'engagement désintéressé des États-Unis à la cause du libéralisme et des institutions multilatérales, comme le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, communément appelé le GATT, et les Nations Unies, a produit le niveau de bien-être économique et politique le plus élevé de toute l'histoire de l'humanité. Or, si nous parvenons à juguler certains risques, 1990 pourrait nous permettre de libérer une autre série de forces créatrices analogues à celles qui ont fait autant pendant les 25 années qui ont suivi la guerre.

Les Canadiens devront s'adapter à la mondialisation de l'économie et ils ne pourront plus ignorer les pressions inévitables du marché. Au mieux, on pourra en retarder l'incidence quelque temps encore.

Aucun gouvernement ne peut arrêter une politique commerciale ou un programme économique national sans tenir compte des réalités du marché international. C'est pourtant ce que les gouvernements libéraux précédents ont fait au cours des années 1960 et 1970. Ils ont pratiqué une politique d'isolement économique du reste du monde. Notre capacité concurrentielle s'en est trouvée amoindrie forcément.

Le gouvernement actuel compte bien ne pas répéter les erreurs de ses prédécesseurs. Pour une puissance moyenne comme le Canada, on ne saurait trop mettre

l'accent sur notre engagement envers les principes de réciprocité, de non-discrimination et de transparence. Cela signifie qu'un système économique stable, ouvert, non discriminatoire et planétaire doit demeurer notre principal objectif comme moyen d'adaptation à la mondialisation de plus en plus rapide de l'économie. Cela signifie aussi que nous devons admettre que la libéralisation des échanges est une voie à deux sens. Les Canadiens profitent alors non seulement d'un accès ouvert et sûr aux marchés étrangers, mais également de la concurrence étrangère qui existe sur leur propre marché.

Relever le défi que pose la concurrence est le meilleur remède à administrer à toute entreprise. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à s'informer auprès de Northern Telecom, d'Alcan, de Spar Aérospatiale, de Lavalin et des centaines de compagnies canadiennes florissantes qui se sont rendu compte que réussir à soutenir la concurrence étrangère au pays, c'est dominer cette même concurrence à l'étranger.

Le gouvernement est parfaitement conscient qu'il importe de créer un esprit d'entreprise. Nous comprenons le rôle critique du commerce international pour les Canadiens. En effet, octobre est le mois de l'exportation et notre campagne publicitaire a pour objet de rendre les Canadiens plus conscients de l'importance de nos efforts en matière de commerce international pour leurs emplois, leurs revenus et leur prospérité économique. Les annonces sont formulées dans un langage que même l'opposition devrait comprendre. Nous relevons le défi de la concurrence chez nous et à l'étranger en établissant les priorités suivantes:

- (1550)

Nous cultiverons et améliorerons l'accès à notre principal marché, les États-Unis, que nous avons obtenu grâce à l'Accord de libre-échange et à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

Nous continuerons de rechercher activement et concrètement une conclusion générale et constructive aux négociations commerciales multilatérales de Genève.

Nous continuerons d'explorer avec nos partenaires commerciaux européens la façon dont nous construirons ensemble les systèmes appropriés pour que les entrepreneurs canadiens puissent profiter de la Renaissance européenne de 1992.

Nous sommes prêts à parfaire nos initiatives envers l'Amérique latine, à aller au-delà de notre participation à l'OEA, à conclure un accord de libre-échange avec le Mexique et à établir de nouvelles associations dans toute l'Amérique latine.

Nous conserverons les programmes et les associations qui feront en sorte que le Canada soit une grande puissance dans la région de l'Asie et du Pacifique.